



Gouverner pour l'avenir

En Thaïlande, le ministre des générations futures trace une nouvelle voie pour le long terme

P. 12

Limiter la richesse extrême

Comment un seuil de richesse extrême pourrait transformer la lutte contre les inégalités

P. 24

Plan rwandais de lutte contre la pauvreté

Une nouvelle stratégie nationale associe les citoyens aux décisions

P. 27

Face à la crise des soins de santé, le pari réussi de la garantie d'emploi au Royaume-Uni

LISA HOLMES - LONDRES

Le gouvernement britannique s'est félicité de son programme national de garantie d'emploi, qui a contribué à atténuer la crise persistante des soins de santé dans le pays. Ce dispositif phare, visant à offrir un emploi socialement utile à toute personne prête à travailler, a permis de résorber les pénuries aiguës de personnel en intégrant des centaines de demandeurs d'emploi dans des fonctions essentielles.

Lancé il y a quatre ans, ce programme a tenu la promesse de l'exécutif de répondre à un marché du travail de plus en plus instable, en garantissant un emploi sûr et correctement rémunéré à toute personne en recherche d'emploi.

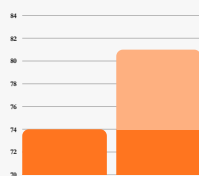
« Pendant des années, le système de soins de santé britannique a été soumis à de fortes tensions : déserts médicaux, hausse de la demande liée au vieillissement de la population et épuisement généralisé des travailleurs, souvent sous-payés dans le secteur privé », a déclaré le ministre de la santé. « Ce programme a permis de répondre simultanément à ces défis en articulant besoins en matière d'accès aux soins et création d'emplois publics stables. »

Longtemps considérée comme un échec majeur des politiques publiques, la crise semble aujourd'hui en recul. Les autorités indiquent que les postes vacants ont fortement diminué, que les listes d'attente se sont stabilisées et que les collectivités locales ne sont plus contraintes de rationner les services essentiels.

« Il ne s'agit pas d'un simple répit », a déclaré le directeur d'un des principaux think tanks britanniques. « Nous assistons à une transformation structurelle. » P. 2

L'Australie enregistre une hausse de 7% du bien-être national

JESSICA QUIGLEY - CANBERRA



Source: Australian Wellbeing Bureau

L'Australie a enregistré une hausse de 7 % de son bien-être national au cours de l'année écoulée, selon la dernière évaluation officielle, marquant une rupture avec les indicateurs économiques traditionnels.

Le Trésor public a qualifié ce résultat d'« indicateur fidèle du progrès national », reflétant un meilleur accès aux services de santé, une réduction des inégalités de revenus, un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, une baisse des émissions par habitant et des améliorations environnementales mesurables.

Cette évolution s'appuie sur une transformation des infrastructures statistiques nationales, pilotée par le Bureau australien des statistiques, désormais orienté vers une mesure multidimensionnelle du bien-être. Des instances participatives réunissant société civile, syndicats, experts et représentants locaux ont été mises en place afin de redéfinir les critères du progrès.

Désormais, les principales décisions budgétaires sont évaluées à l'aune de leur impact sur les droits humains, la cohésion sociale et le respect des limites écologiques.

Comme l'a résumé un haut responsable politique : « La croissance indique à quelle vitesse avance l'économie. Le bien-être nous dit si elle va dans la bonne direction. » P. 13

L'annulation coordonnée des dettes des pays à faible revenu relance l'investissement dans l'enseignement

L'annulation coordonnée des dettes des pays à faible revenu a entraîné une hausse record des dépenses consacrées à l'enseignement : libérés du poids du service de la dette, les États concernés réorientent massivement leurs ressources vers les infrastructures scolaires et les moyens pédagogiques, selon un récent rapport des Nations Unies. P. 11

Les Colombiens reprennent le contrôle des ressources naturelles

Bogotá a adopté des réformes accordant aux communautés locales des droits juridiques sur les forêts, les pêches, les terres et l'eau, protégeant des ressources depuis longtemps menacées par des projets industriels. P. 17

La pauvreté atteint un niveau historiquement bas en Afrique du Sud

La pauvreté a chuté à des niveaux historiquement bas en Afrique du Sud depuis le lancement d'un revenu universel de soins, transformant les activités de soin et le travail communautaire en emplois rémunérés. P. 25



Siège des Nations Unies, New York, États-Unis.

Les États membres de l'ONU approuvent un Fonds mondial pour la protection sociale

JACQUES DENUIT - NEW YORK

Dans un accord qualifié d'historique, les États membres des Nations Unies ont officiellement validé la création d'un Fonds mondial pour la protection sociale, assorti d'un engagement de financement pluriannuel destiné à soutenir les programmes sociaux dans les pays à faible revenu.

Les délégués ont présenté ce fonds comme un mécanisme visant à coordonner un soutien international essentiel aux systèmes de protection sociale. Une fois opérationnel, il permettra aux pays participants de garantir des prestations relevant des principales branches de la sécurité sociale — assurance maladie, prestations familiales, retraites, indemnisation du chômage et prestations d'invalidité — ainsi que l'accès aux soins essentiels.

Selon un diplomate, cette décision marque un tournant majeur dans la politique sociale mondiale. « Pendant des décennies, ces systèmes sont restés fragmentés, sous-financés et dépendants d'aides instables, exposant des millions de personnes à la pauvreté et aux crises. »

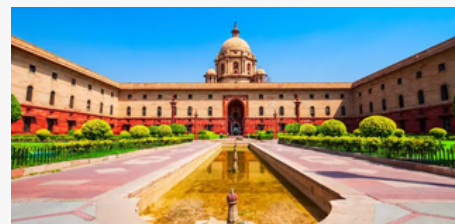
Le financement sera conditionné à l'adoption de plans d'action nationaux précisant la mobilisation des ressources internes, afin de garantir des niveaux minimaux de protection sociale. L'objectif est que les financements internationaux viennent compléter, et non remplacer, les efforts nationaux. P. 8

À New Delhi, les pollueurs mis à contribution pour financer le climat et réduire la pauvreté

MEERA KHERA - NEW DELHI

Le gouvernement indien a dévoilé un projet visant à taxer l'utilisation des ressources et les atteintes à l'environnement, afin de responsabiliser les pollueurs tout en finançant des politiques climatiques et sociales.

Les mesures proposées ciblent les entreprises actives dans les secteurs des combustibles fossiles, de l'extraction minière, de l'aviation et du transport maritime, avec des taux conçus pour limiter la surexploitation et encourager une plus grande justice environnementale. Les autorités indiquent que les recettes seraient réinvesties dans les services sociaux et les investissements verts, contribuant à la fois à la réduction de la pollution et des inégalités.



Ministère des Finances, New Delhi, Inde.

Selon le ministère des Finances, une fiscalité sur les atteintes à l'environnement permet de garantir que les responsables contribuent au financement des solutions.

Pour les observateurs, cette initiative illustre la volonté croissante des économies émergentes d'articuler plus étroitement politiques économiques et impératifs environnementaux.

P. 19

